

PREMIER MINISTRE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL  
DU GOUVERNEMENT

Paris, le 15 juillet 1992

N° 3.784/SG

LE PREMIER MINISTRE

à

MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES  
ET SECRETAIRES D'ETAT

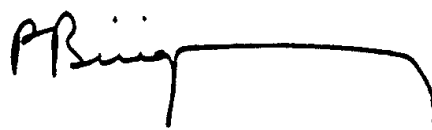
**OBJET** : *Limitation du cumul du traitement des ministres et des indemnités de fonction perçues au titre des mandats locaux*

L'article 23 de la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux dispose que : "le membre du Gouvernement titulaire de mandats électoraux ne peut percevoir, pour l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunérations et d'indemnités de fonction supérieur à une fois et demie le montant du traitement qu'il perçoit au titre de ses fonctions ministérielles".

Par traitement perçu au titre des fonctions ministérielles, il faut entendre la somme du traitement brut, de la majoration de traitement brute, de l'indemnité de résidence brute, de l'indemnité représentative de frais et, s'il y a lieu, du supplément familial de traitement.

Les tableaux périodiquement diffusés à chaque ministre et secrétaire d'Etat par le secrétariat général du Gouvernement au sujet de leur traitement comporteront désormais mention du plafond prévu à l'article 23 de la loi du 3 février 1992.

La notion d'indemnités de fonction et les conditions dans lesquelles celles-ci doivent être plafonnées pour respecter les règles de cumul ont été précisées par une circulaire du ministre de l'intérieur du 15 avril 1992 publiée au Journal officiel du 31 mai 1992.



Pierre BEREGOVY